



Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture and
Agri-Food Canada

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

**États financiers consolidés (non audités)
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2014**

Canada

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers consolidés ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2014 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Ces états financiers consolidés ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers consolidés. Certains renseignements présentés dans les états financiers consolidés sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le *Rapport ministériel sur le rendement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada* concordent avec ces états financiers consolidés.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

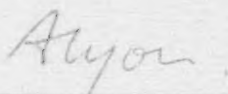
La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers consolidés en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres d'Agriculture et Agroalimentaire Canada sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

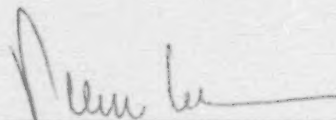
Une évaluation fondée sur le risque du système de CIRF pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2014 a été réalisée conformément à la *Politique sur le contrôle interne* du Conseil du Trésor, et ses résultats ainsi que les plans d'action qui en découlent sont résumés en annexe.

L'efficacité et le caractère adéquat du système de contrôle interne d'Agriculture et Agroalimentaire Canada sont aussi revus par l'entremise du travail réalisé par le personnel de la vérification interne, qui mène des audits périodiques de divers secteurs des opérations d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, ainsi que par le comité ministériel de vérification, qui surveille les responsabilités de la direction de maintenir des systèmes de contrôles adéquats et d'assurer la qualité des rapports financiers.

Les états financiers consolidés d'Agriculture et Agroalimentaire Canada n'ont pas fait l'objet d'un audit.



Andrea Lyon, Administrateur général



Pierre Corriveau, Dirigeant principal des finances

Ottawa, Canada
27 août 2014

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

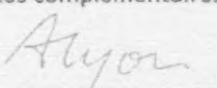
État de la situation financière consolidé (non audité)

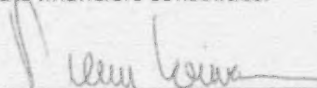
au 31 mars

(en milliers de dollars)

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	909 307 \$	1 113 025 \$
Indemnités de vacances et congés compensatoires	26 372	28 966
Revenus reportés (note 5)	12 604	13 983
Avantages sociaux futurs (note 6)	35 452	77 619
Autres passifs (note 7)	<u>80 261</u>	<u>72 205</u>
Total des passifs	1 063 996	1 305 798
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	921 898	1 100 631
Débiteurs et avances (note 8)	61 176	82 885
Prêts (note 9)	<u>342 878</u>	<u>339 253</u>
Total des actifs financiers bruts	1 325 952	1 522 769
Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement		
Débiteurs et avances (note 8)	(13 908)	(20 487)
Prêts (note 9)	<u>(342 878)</u>	<u>(339 253)</u>
Total des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement	(356 786)	(359 740)
Total des actifs financiers nets	<u>969 166</u>	<u>1 163 029</u>
Dette nette ministérielle	<u>94 830</u>	<u>142 769</u>
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance et stocks	3 563	3 624
Immobilisations corporelles (note 10)	<u>374 588</u>	<u>375 401</u>
Total des actifs non financiers	378 151	379 025
Situation financière nette ministérielle (note 11)	<u>283 321 \$</u>	<u>236 256 \$</u>
Obligations contractuelles (note 12)		
Passif éventuel (note 13)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.


Andrea Lyon, Administrateur général


Pierre Corriveau, Dirigeant principal des finances

Ottawa, Canada
27 août 2014

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle (non audité)
pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

	2014		2014		2013
	Résultats prévus				
CHARGES					
Gestion des risques de l'entreprise	1 300 551	\$	1 310 648	\$	1 372 548
Services internes	390 686		358 196		441 426
Science, innovation et adoption	320 163		366 271		307 428
Développement du commerce et des marchés	176 068		133 974		264 021
Mesures à la ferme	71 307		89 466		112 761
Systèmes de gestion des risques liés à la salubrité et à la biosécurité des aliments	86 042		81 618		90 323
Connaissances, technologies, information et évaluation sur le plan environnemental	33 934		59 489		81 776
Développement de l'agroentreprise	116 897		49 251		69 196
Développement des régions rurales et développement des coopératives	2 852		2 378		15 367
Agence canadienne du pari mutuel	8 531		8 427		9 223
Facilitation de l'efficacité de la réglementation	16 350		10 536		11 630
Conseil des produits agricoles du Canada	2 433		2 664		2 866
Charges engagées pour le compte du gouvernement	(14)		(71)		(15)
	2 525 800		2 472 847		2 778 550
REVENUS					
Caisse de réassurance-récolte	77 493		80 562		80 403
Vente de biens et services	70 422		72 905		71 927
Intérêts	11 729		18 516		12 143
Projets conjoints et ententes de partage des coûts	6 227		6 246		5 535
Gain sur l'aliénation d'actifs	5 500		1 690		342
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(107 633)		(115 886)		(106 779)
	63 738		64 033		63 571
Coût net des activités poursuivies	2 462 062		2 408 814		2 714 979
Activités transférées (note 15)					
Charges	-		-		431
Coût net des activités transférées	-		-		431
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	2 462 062		2 408 814		2 715 410

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

État consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle (non audité)
pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

Financement du gouvernement et transferts

Encaisse nette fournie par le gouvernement	2 534 207	2 565 098	2 699 193
Variations des montants à recevoir du Trésor	(94 726)	(178 733)	25 409
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 14)	79 767	69 479	73 474
Éléments d'actif transférés entre ministères	-	36	448
Éléments d'actif et de passif transférés entre ministères	<u>-</u>	<u>(1)</u>	<u>(417)</u>
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(57 186)	(47 065)	(82 697)
Situation financière nette ministérielle – début de l'exercice	208 131	236 256	153 559
Situation financière nette ministérielle – fin de l'exercice	<u>265 317 \$</u>	<u>283 321 \$</u>	<u>236 256 \$</u>

Information sectorielle (note 16)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

État consolidé de la variation de la dette nette ministérielle (non audité)
pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

	2014	2013	2013
	Résultats prévus		
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(57 186) \$	(47 065) \$	(82 697) \$
Variation due aux immobilisations corporelles (note 10)			
Acquisition d'immobilisations corporelles	37 653	49 077	38 762
Amortissement des immobilisations corporelles	(43 003)	(42 146)	(43 478)
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(228)	(577)	(333)
Gain (perte) net sur l'aliénation d'immobilisations corporelles, incluant les ajustements	(112)	(5 433)	(134)
Variations n'affectant pas l'encaisse des immobilisations corporelles	158	(1 769)	154
Transferts entre ministères	-	36	448
Transferts vers d'autres ministères	-	(1)	(417)
Montant total de la variation due aux immobilisations corporelles	<u>(5 532)</u>	<u>(813)</u>	<u>(4 998)</u>
Variation due aux charges payées d'avance et aux stocks	(1 847)	(61)	(2 445)
Augmentation (diminution) nette de la dette nette ministérielle	(64 565)	(47 939)	(90 140)
Dette nette ministérielle – début de l'exercice	170 849	142 769	232 909
Dette nette ministérielle – fin de l'exercice	<u>106 284 \$</u>	<u>94 830 \$</u>	<u>142 769 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

État des flux de trésorerie consolidé (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	2 408 814 \$	2 715 410 \$
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(42 146)	(43 478)
Gain (perte) sur l'aliénation des immobilisations corporelles	(5 433)	(134)
Variations n'affectant pas l'encaisse des immobilisations corporelles	(1 769)	154
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 14)	(69 479)	(73 474)
Variation de l'état consolidé de la situation financière		
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	(15 130)	(8 235)
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance et des stocks	(61)	(2 445)
Diminution (augmentation) des créditeurs et charges à payer	203 718	24 706
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	2 594	1 429
Diminution (augmentation) des revenus reportés	1 379	(881)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	42 167	4 327
Diminution (augmentation) des autres passifs	<u>(8 056)</u>	<u>43 385</u>
ENCAISSE UTILISÉE POUR LES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT	2 516 598	2 660 764
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	49 077	38 762
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	<u>(577)</u>	<u>(333)</u>
ENCAISSE UTILISÉE POUR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS	48 500	38 429
ENCAISSE NETTE FOURNIE PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	<u>2 565 098 \$</u>	<u>2 699 193 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Note 1 – Pouvoirs et objectifs

Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (AAC) a été créé en 1868. En vertu de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire*, le ministre est responsable de l'agriculture, des produits dérivés de l'agriculture et de la recherche dans ces domaines, notamment de l'exploitation des stations agronomiques, à moins qu'ils aient été attribués de droit à un autre ministère ou organisme.

Le Ministère est responsable des renseignements, de la recherche, de la technologie, des politiques et des programmes qui permettent d'assurer la sécurité du système alimentaire, de protéger la santé de l'environnement et de gérer l'innovation propice à la croissance.

Gestion des risques de l'entreprise

AAC a une série de programmes de Gestion des risques de l'entreprise pour donner aux producteurs de meilleurs outils et le savoir-faire nécessaire pour gérer les risques de l'entreprise. Cette série de programmes procure aux producteurs une protection contre les légères baisses de revenu, une aide axée sur la marge de production quand leurs pertes de revenus sont plus importantes, un cadre d'indemnisation en cas de catastrophe pour les secourir rapidement et une assurance-production pour les protéger contre les pertes de production causées par des catastrophes naturelles. De plus, le programme prévoit une aide sous forme de garanties financières, qui facilitera la commercialisation de leurs produits une fois que la conjoncture du marché et les prix seront plus favorables.

Services internes

Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins de tous les programmes et à d'autres obligations générales du Ministère. Seules les activités et ressources qui concernent l'ensemble du Ministère et non celles qui sont affectées expressément à un programme, sont comprises. Ces groupes d'activités sont les suivants :

- Gouvernance et soutien de gestion, ce qui comprend : services de gestion et de surveillance (politiques stratégiques, vérification et évaluation, Direction de l'excellence des services et des programmes, gestion stratégique, etc.); services de communications, services juridiques;
- Services de gestion des ressources, ce qui comprend : services de gestion des ressources humaines; services de gestion des finances; services de gestion de l'information; services des technologies de l'information; autres services administratifs;
- Services de gestion des biens, ce qui comprend : services des biens immobiliers, services de matériel et services d'acquisition.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Science, innovation et adoption

AAC contribue à l'amélioration de la compétitivité du secteur des produits agricoles, agroalimentaires et agro-industriels en appuyant des projets d'innovation qui sont conçus pour améliorer les nouveaux produits et ceux existants, des services, des procédés et des marchés.

Des activités concertées de prévision et de recherche stratégiques et de partage de l'information permettent de prendre des décisions coordonnées et éclairées afin d'en arriver à une planification intégrée regroupant les industries, les gouvernements et les universités. On fait la promotion des mesures de collaboration pour accélérer le transfert des connaissances scientifiques et technologiques en fonction du cycle d'innovation, et ce, afin d'appuyer les stratégies de succès éventuel qui ont été définies par le secteur industriel. On aide aussi les agriculteurs, les agroentrepreneurs ainsi que les petites, moyennes et grandes entreprises agro-industrielles qui s'efforcent d'adopter de nouvelles technologies et de commercialiser de nouveaux produits et services. Les recherches exploratoires et transformationnelles aident à cerner les débouchés éventuels et à préparer le secteur en vue des nouvelles possibilités et des nouveaux défis.

Développement du commerce et des marchés

AAC se fait le défenseur du commerce agricole du Canada en s'employant à éliminer les obstacles au commerce au pays et même à l'étranger et à multiplier les débouchés pour le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels.

Le Ministère aide le secteur à trouver de nouveaux débouchés au pays et dans le monde ainsi que des façons d'améliorer sa productivité et sa compétitivité et de devenir ainsi plus prospère. AAC travaille aussi à faire reconnaître les produits canadiens grâce à l'initiative image de marque Canada sur les marchés internationaux et à la Stratégie de promotion de l'image de marque au Canada, et cela afin de consolider et d'élargir la présence du secteur sur le marché.

Mesures à la ferme

AAC vient en aide aux agriculteurs par des programmes d'application directe à la ferme qui permettent de déterminer les risques environnementaux et les possibilités connexes et tout en soutenant l'élaboration d'une éthique de gestion agricole et agroalimentaire.

AAC les aide dans l'évaluation des risques agroenvironnementaux et la planification, en fournissant de l'expertise, de l'information et des incitatifs pour stimuler l'adoption de pratiques agricoles durables au niveau de la ferme et du paysage, en explorant et concevant de nouvelles approches qui favorisent et soutiennent l'adoption de pratiques agricoles durables, et en faisant mieux connaître les bienfaits de ces pratiques.

Ces initiatives favorisent la bonne intendance de l'environnement et aident à atténuer les répercussions générales du secteur sur l'environnement. Elles contribuent à créer un environnement plus sain et à instaurer des conditions pour améliorer la qualité de vie de la population canadienne et à rendre le secteur agricole plus rentable.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Systèmes de gestion des risques liés à la salubrité et à la biosécurité des aliments

AAC aide les producteurs et les organismes à élaborer et à mettre en œuvre des systèmes de gestion des risques liés à la salubrité des aliments, à la biosécurité et à la traçabilité afin de leur permettre de prévenir et de contrôler les risques pour les ressources animales et végétales et de renforcer ainsi le secteur contre la propagation de maladies et les pertes sur les marchés intérieurs et étrangers.

Les systèmes de gestion du risque comprennent les systèmes nationaux de salubrité alimentaire reconnus par le gouvernement fondés sur les principes d'analyse des dangers et la maîtrise des points critiques (HACCP) ou de type HACCP, à la ferme et en aval de la ferme; les systèmes nationaux de biosécurité; et le système national de traçabilité pour le secteur agroalimentaire. Ces systèmes sont également mis à profit dans la gestion des urgences pour limiter la propagation des maladies animales et végétales, réduisant par conséquent les répercussions économiques, environnementales et sociales d'une crise. Une stratégie nationale de biosécurité animale et végétale offre également une orientation stratégique générale visant à faire en sorte que les efforts soient ciblés sur les risques les plus élevés en matière de biosécurité. Parmi les participants admissibles, mentionnons les organismes sans but lucratif nationaux ou régionaux, les producteurs et les intervenants de l'industrie.

Connaissances, technologies, information et évaluation sur le plan environnemental

AAC s'emploie à aider le secteur par des initiatives qui lui permettent d'utiliser une démarche de gestion plus rigoureuse pour prendre des décisions face aux risques environnementaux et de trouver des correctifs appropriés. AAC réalise des projets de recherche afin de mieux comprendre les interactions entre l'agriculture et l'environnement face aux principaux défis en matière de protection de l'environnement qui se posent au Canada et dans les régions. Il élabore des pratiques d'agriculture durable et valide les résultats environnementaux et économiques au niveau de la ferme et du paysage, et il met au point, améliore et utilise des indicateurs agroenvironnementaux, des systèmes de comptabilité des gaz à effet de serre et des indicateurs économiques pour évaluer la viabilité environnementale et économique du secteur. Ce programme fournit la plate-forme pour l'innovation et la découverte de technologies et de stratégies qui sont utilisés comme base pour application par le secteur de façon à améliorer la performance agroenvironnementale du secteur.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Développement de l'agroentreprise

Ce programme encourage l'utilisation de saines pratiques de gestion et d'en faire connaître les avantages tout en permettant aux entreprises du secteur d'être rentables et d'investir dans les secteurs où il le faut pour gérer de façon durable le fonds de ressources naturelles ainsi que produire et commercialiser des produits alimentaires et autres qui sont sans danger.

Le programme de Développement de l'agroentreprise financera des activités provinciales et territoriales d'application de pratiques et de compétences en gestion des affaires qui renforcent la capacité des entreprises du secteur à évaluer les répercussions financières des améliorations qu'elles apportent à leurs méthodes, notamment l'effet sur leur rentabilité des plans environnementaux, des systèmes de salubrité des aliments et des projets d'innovation, à gérer la transformation, à réagir au changement et à innover dans leurs opérations, aider les propriétaires d'agroentreprises à comprendre leur situation financière et à mettre en place des mesures efficaces ainsi que des plans et pratiques de gestion, et qui favorisent la participation des jeunes agriculteurs ou des débutants dans ce domaine, des membres des Premières nations et des clients dans certains sous-secteurs en transition.

Développement des régions rurales et développement des coopératives

Le programme Développement des régions rurales et développement des coopératives favorise le développement des collectivités rurales et celui des coopératives en conseillant l'ensemble du gouvernement sur les politiques et les programmes touchant les collectivités rurales et les coopératives.

Agence canadienne du pari mutuel

En vertu de l'article 204 du Code criminel du Canada, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire est responsable des politiques et de la réglementation concernant les paris mutuels sur les courses de chevaux. L'Agence canadienne du pari mutuel (ACPM) est un organisme de service spécial d'AAC qui est chargé de réglementer et de superviser les activités de pari mutuel dans les hippodromes canadiens, et qui a pour objectif de s'assurer que le tout s'y déroule de manière équitable pour le public. Les coûts associés aux activités de l'ACPM sont recouvrés au moyen d'un prélèvement fixé actuellement à 8 % sur chaque pari engagé au Canada. Les plans stratégiques de l'ACPM sont axés sur la réglementation et la surveillance de façon moderne, efficace et transparente des activités de pari mutuel sur les courses hippiques.

Facilitation de l'efficacité de la réglementation

Ce programme suppose la collaboration avec l'industrie et les organismes de réglementation pour aborder les lacunes et les problèmes liés à la réglementation nationale qui nuisent à la compétitivité. Il favorise la modernisation réglementaire adaptée aux besoins de l'industrie et aide les intervenants du secteur à travailler dans le cadre des infrastructures réglementaires existantes et à s'adapter aux nouvelles approches en matière de réglementation. Ces objectifs sont réalisés dans les trois secteurs d'activité suivants: 1) Lutte antiparasitaire: programme de pesticides à usage limité; 2) Lutte antiparasitaire: programme de réduction des risques liés aux pesticides; 3) Faciliter l'adaptation de l'industrie à la modernisation de la réglementation.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Conseil des produits agricoles du Canada

Institué par l'entremise de la *Loi sur les offices des produits agricoles* (la Loi), le Conseil des produits agricoles du Canada (CPAC) est un organisme unique de surveillance de l'intérêt public qui fait rapport au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (le Ministre).

La Loi permet la création d'offices nationaux de commercialisation, qui ne sont pas assujettis à la *Loi sur la concurrence*, ainsi que d'offices de promotion et de recherche. Le CPAC supervise ces offices afin de s'assurer que le système de gestion de l'offre pour la volaille et les œufs ainsi que les activités de promotion et de recherche pour le bovin de boucherie fonctionnent dans le meilleur intérêt de tous les intervenants, des producteurs aux consommateurs, et sont en mesure d'évoluer pour faire face aux défis actuels et futurs.

Le CPAC prodigue également des conseils et recommandations au Ministre, collabore avec les organismes de surveillance provinciaux et travaille de façon active avec le Ministère ainsi que les organismes qui relèvent du portefeuille de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Note 2 – Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes:

- (a) Autorisations parlementaires - Le Ministère est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties au ministère ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats consolidés et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans l'état des résultats consolidés et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans les états financiers consolidés prospectifs intégrés au Rapport sur les plans et les priorités 2013-2014.
- (b) Consolidation – Les états financiers consolidés incluent les comptes des sous-entités qui sont la responsabilité de l'administrateur général. Les comptes de ces sous-entités ont été consolidés avec ceux du ministère, et toutes les opérations et tous les soldes interorganisationnels ont été éliminés. Le périmètre comptable comprend le ministère d'Agriculture et Agroalimentaire, le Conseil des produits agricoles du Canada, la Commission de révision agricole du Canada et de l'Agence canadienne du pari mutuel. Les états financiers consolidés excluent les comptes de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, de la Commission canadienne du blé, de la Commission canadienne des grains, de la Commission canadienne du lait et de Financement agricole Canada parce qu'ils ne sont pas sous le contrôle d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, donc ils ne sont pas consolidés.
- (c) Encaisse nette fournie par le gouvernement – Le ministère fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par le ministère est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par le ministère sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.
- (d) Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du Ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que le Ministère a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

(e) Revenus

- Les revenus provenant de droits réglementaires sont constatés dans les comptes en fonction des services fournis au cours de l'exercice.
- Les fonds reçus de tiers de l'extérieur à des fins précises sont comptabilisés à leur réception comme revenus reportés. Ils sont constatés dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.
- Les fonds qui ont été reçus sont comptabilisés comme revenus reportés dans la mesure où le ministère a une obligation envers d'autres parties de fournir des biens, des services ou des actifs qui seront utilisés à une date future.
- Les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.
- Les revenus qui ne sont pas disponibles à être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs du ministère.

Bien que l'on s'attende à ce que l'administrateur général maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

(f) Charges – Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice

- Les paiements de transfert sont comptabilisés à titre de charges lorsque les autorisations de paiement existent et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité ou a rempli les conditions d'admissibilité établies dans le cadre du programme. En ce qui concerne les paiements de transfert ne faisant pas partie d'un programme existant, la charge est constatée lorsque le gouvernement annonce la décision d'effectuer un transfert ponctuel, dans la mesure où le Parlement a approuvé la loi habilitante ou l'autorisation de paiement avant que les états financiers consolidés ne soient achevés. Les paiements de transfert, qui deviennent remboursables lorsque les conditions spécifiées entrent en vigueur, sont comptabilisés en réduction des charges de transfert et comme montant à recevoir.
- Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.
- Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, les services juridiques et les indemnités des accidentés de travail sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur coût estimatif.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

(g) Avantages sociaux futurs:

(i) Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Ministère au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Ministère découlant du régime. La responsabilité du Ministère relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

(ii) Indemnités de départ: Certains employés ont droit à des indemnités de départ, prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités s'accumule à mesure que les employés rendent les services y donnant droit. Le coût des avantages sociaux gagnés par les employés est calculé à l'aide de l'information tirée des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle au titre des prestations de départ pour l'ensemble du gouvernement.

(h) Les débiteurs et les prêts sont présentés au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Toutefois, lorsque des conditions de faveurs y sont rattachées, telles que des clauses stipulant un faible taux d'intérêts ou sans intérêts, ils sont comptabilisés à leur valeur actualisée estimative. Les paiements de transfert qui sont remboursables sans condition sont comptabilisés comme des prêts. Une portion de l'escompte non amortie est comptabilisée comme revenu chaque année pour refléter la variation de la valeur actualisée du solde du prêt. Une provision est établie pour les débiteurs et les prêts dont le recouvrement est incertain.

(i) Éventualité – Une éventualité représente des recouvrements ou obligations possibles qui peuvent devenir des recouvrements ou obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non.

(i) Passif éventuel – Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires aux états financiers consolidés.

(ii) Recouvrement éventuel – Les recouvrements éventuels ne sont pas comptabilisés dans les états financiers consolidés. Cependant, ceux dont la matérialisation est jugée probable sont présentés dans les notes complémentaires aux états financiers consolidés.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

- (j) Garanties de prêt ou de prix – Une provision sur des garanties d'emprunt ou de prix est comptabilisée lorsqu'il est probable qu'un paiement sera effectué pour honorer une garantie et que le montant de la perte anticipée peut être raisonnablement estimé. Le montant de la provision pour pertes est déterminé en prenant en considération l'historique des pertes antérieures ainsi que les conditions économiques affectant la capacité de remboursement des emprunteurs. La provision est révisée régulièrement, et les variations de la provision sont passées aux dépenses de l'exercice.
- (k) Passif environnemental – Le passif environnemental comprend les coûts estimatifs pour l'assainissement des sites contaminés ainsi que les coûts estimatifs liés aux obligations correspondant à la restauration des immobilisations.
 - (i) Le passif pour l'assainissement est comptabilisé à titre de charges à payer afin de constater les coûts estimatifs liés à la gestion et à la remise en état des sites contaminés lorsque le Ministère est tenu, ou probablement tenu, d'assainir les sites. Si la responsabilité pour assainir est indéterminable, le montant est divulgué à titre de passif éventuel. Si la responsabilité pour assainir est indéterminable et qu'une estimation raisonnable ne peut être faite, la nature, source et étendue de la contamination sont divulguées à titre de passif éventuel.
 - (ii) L'obligation future pour la restauration des immobilisations est comptabilisée à titre de charges à payer afin de constater les coûts estimés liés à la restauration des immobilisations corporelles. Ces coûts sont habituellement capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation en fonction d'une exigence imposée par une loi, une réglementation ou un accord contractuel stipulant que le Ministère est obligé, ou probablement obligé, de restaurer l'immobilisation corporelle. Si l'obligation de restaurer l'immobilisation corporelle est indéterminable, le montant est divulgué à titre de passif éventuel. Si l'obligation de restaurer l'immobilisation corporelle est indéterminable et qu'une estimation ne peut être faite, la nature et la source de l'obligation potentielle sont divulguées à titre de passif éventuel.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

- (l) Immobilisations corporelles - Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Le Ministère n'inscrit pas à l'actif les biens incorporels, les œuvres d'art et les trésors historiques ayant une valeur culturelle, esthétique ou historique, ni les collections dans les musées. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	PÉRIODE D'AMORTISSEMENT
Bâtiments	De 20 à 30 ans
Travaux et infrastructure	De 15 à 40 ans
Machines et outillage	De 5 à 20 ans
Véhicules	De 7 à 25 ans
Matériel et logiciels informatiques	De 3 à 5 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile de l'amélioration

Les immobilisations en construction sont comptabilisées dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel elles deviennent utilisables et ne sont amorties qu'à partir de cette date.

- (m) Incertitude relative à la mesure – La préparation des états financiers consolidés exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers consolidés. Au moment de la préparation des présents états financiers consolidés, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif éventuel, la provision pour garanties d'emprunt, la durée de vie utile des immobilisations corporelles, le passif au titre d'avantages sociaux futurs et les passifs environnementaux. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers consolidés de l'exercice où ils sont connus.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Note 3 – Autorisations parlementaires

Le ministère reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent ou pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets du ministère pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

(a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisés

	2014	2013
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	2 408 814	\$ 2 715 410
Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(42 146)	(43 478)
Gain (perte) sur l'aliénation des immobilisations corporelles	(5 433)	(134)
Variations n'affectant pas l'encaisse des immobilisations corporelles	(1 769)	154
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(69 479)	(73 474)
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance et des stocks	(61)	(2 445)
Augmentation (diminution) des comptes avec restrictions	(278)	(2 016)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	2 594	1 429
Diminution (augmentation) des charges à payer	10 564	40 816
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	46 315	4 327
Diminution (augmentation) des provisions pour créances douteuses	(29 312)	(11 947)
Remboursement et ajustement des charges des exercices antérieurs	(13 401)	10 006
Revenu disponible pour dépenser	5 119	4 408
Autres	<u>1 350</u>	<u>(2 284)</u>
	(95 937)	(74 638)
Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	49 077	38 762
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(577)	(333)
Augmentation (diminution) des prêts	<u>25 522</u>	<u>2 358</u>
	74 022	40 787
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	<u>2 386 899</u>	<u>\$ 2 681 559</u>

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

(b) Autorisations fournies et utilisées

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
AUTORISATIONS FOURNIES :		
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	730 684 \$	737 219 \$
Crédit 5 – Dépenses en capital	34 849	34 882
Crédit 10 – Paiements de transfert	447 925	632 129
Montants législatifs	<u>1 343 128</u>	<u>1 479 926</u>
	2 556 586	2 884 156
Moins :		
Autorisations disponibles pour emploi au cours des exercices ultérieurs	14 108	8 907
Autorisations périmées	<u>155 579</u>	<u>193 690</u>
	169 687	202 597
AUTORISATIONS DE L'EXERCICE EN COURS UTILISÉES	<u>2 386 899 \$</u>	<u>2 681 559 \$</u>

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Note 4 – Créditeurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente des détails sur les créditeurs et les charges à payer du Ministère.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Créditeurs – autres ministères et organismes	26 918 \$	45 975 \$
Créditeurs – parties externes	<u>813 764</u> 840 682	<u>981 305</u> 1 027 280
Charges à payer	<u>68 625</u>	<u>85 745</u>
Total des créditeurs et des charges à payer	<u>909 307 \$</u>	<u>1 113 025 \$</u>

Dans le *Plan d'action économique du Canada 2012*, le gouvernement a annoncé que des mesures d'économie de coûts seront prises au cours de l'exercice 2012-2013 et des deux exercices subséquents. En conséquence, le Ministère a inscrit en tant que charges à payer, au 31 mars 2014, une obligation de 7 985 000 \$ (10 304 000 \$ en 2012-2013) au titre des prestations de préretraite afin de tenir compte des coûts estimés du réaménagement des effectifs.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Note 5 – Revenus reportés

Les revenus reportés représentent le solde à la fin de l'exercice des revenus non gagnés résultant principalement des ententes de collaboration et des accords relatifs au partage des frais réservés au financement des charges liées à des projets de recherche particuliers, ainsi que de montants correspondant à des droits versés avant la prestation des services connexes. Les revenus sont constatés dans la période où les charges sont engagées ou le service exécuté. Les détails des opérations de ce compte sont comme suit :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Solde d'ouverture	13 983 \$	13 102 \$
Montants reçus	4 998	6 418
Revenus constatés	<u>(6 377)</u>	<u>(5 537)</u>
Solde de clôture	<u>12 604 \$</u>	<u>13 983 \$</u>

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)
pour l'exercice terminé le 31 mars
(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Note 6 – Avantages sociaux futurs

(a) Prestations de retraite

Les employés du Ministère participent au Régime de retraite de la fonction publique (le « régime »), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services validables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées en fonction de l'inflation.

Tant les employés que le Ministère versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de la modification de la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre de provisions liées au *Plan d'action économique du Canada de 2012*, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants du régime au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les membres qui ont rejoint le régime à partir du 1er janvier 2013. Chaque groupe a un taux de cotisation distinct.

En 2013-2014, les charges s'élèvent à 56 054 566 \$ (58 088 849 \$ en 2012-2013). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,6 fois (1,7 fois pour 2012-2013) les cotisations des employés et, pour les membres du groupe 2, à environ 1,5 fois (1,6 fois en 2012-2013) les cotisations des employés.

La responsabilité du Ministère relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

(b) Indemnités de départ

Le Ministère verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations de conventions collectives avec certains groupes d'employés et des changements apportés aux conditions d'emploi des cadres et de certains employés non représentés, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé à compter de 2012. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité d'être payés immédiatement pour la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation d'indemnités de départ courus.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient:

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice	77 619 \$	81 946 \$
Charge pour l'exercice	6 584	13 962
Prestations versées pendant l'exercice	<u>(48 751)</u>	<u>(18 289)</u>
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice	<u>35 452 \$</u>	<u>77 619 \$</u>

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Note 7 - Autres passifs

Le Ministère détient des fonds en fiducie du programme Agri-investissement, du programme Agri-stabilité et des dépôts de garantie.

Le programme Agri-investissement est un compte d'épargne destiné aux producteurs, qui sert de couverture aux légères baisses de revenus et remplace les programmes précédents. Les paiements du programme sont des frais partagés avec les provinces ou territoires dont les producteurs peuvent bénéficier en vertu de modalités particulières. Dans le cadre du programme Agri-investissement, les producteurs peuvent, depuis 2010, faire leurs dépôts auprès de l'institution financière participante de leur choix. Par conséquent, les fonds déjà détenus par le gouvernement fédéral seront transférés au compte Agri-investissement que le producteur possède dans une institution financière.

Le programme Agri-stabilité protège les producteurs des baisses importantes de revenus agricoles. Les paiements du programme sont partagés entre le gouvernement fédéral (60%) et les provinces/territoires (40%). La part provinciale/territoriale des contributions et l'intérêt payé sur les contributions sont détenus dans un compte à fins déterminées jusqu'à ce que les producteurs épuisent leurs fonds.

Les activités du compte d'Agri-investissement, Agri-stabilité et les dépôts de garantie durant l'exercice étaient les suivantes:

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Solde d'ouverture	72 205 \$	115 590 \$
Dépôts	418 789	383 105
Retraits	<u>(410 733)</u>	<u>(426 490)</u>
Solde de clôture	<u>80 261 \$</u>	<u>72 205 \$</u>

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Note 8 - Débiteurs et avances

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs et des avances du Ministère :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Débiteurs – autres ministères et organismes	22 793 \$	27 946 \$
Débiteurs – parties externes	64 870	85 171
Avances aux employés	<u>71</u>	<u>69</u>
Sous-total	87 734	113 186
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes	<u>(26 558)</u>	<u>(30 301)</u>
Débiteurs bruts	<u>61 176</u>	<u>82 885</u>
Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	13 972	20 526
Provision pour créances douteuses détenues pour le compte du gouvernement	<u>(64)</u>	<u>(39)</u>
Total net des débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	<u>13 908</u>	<u>20 487</u>
Débiteurs nets	<u>47 268 \$</u>	<u>62 398 \$</u>

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Note 9 - Prêts

Le tableau suivant présente les détails des soldes débiteurs des prêts et des paiements de transfert recouvrables du Ministère :

	2014	2013
Paiements de transfert recouvrables	83 127 \$	53 919 \$
Prêts résultants des programmes de garanties	500 402	452 974
Sous-total	583 529	506 893
Moins : Provision pour irrécouvrabilité	(240 651)	(167 640)
Prêts bruts	342 878	339 253
Prêts détenus pour le compte du gouvernement	342 878	339 253
Prêts nets	- \$	- \$

(a) Paiements de transfert recouvrables

Les paiements de transfert recouvrables correspondent à des contributions versées à des tiers qui sont remboursables lorsque les conditions précisées dans l'entente entrent en vigueur. Une provision de 17 193 000 \$ (8 941 000 \$ en 2013) a été constatée.

(b) Prêts résultant des programmes de garanties

Les prêts du Ministère sont le résultat des prêts honorés par le Ministère au prêteur initial en vertu de divers programmes de garanties de prêts. Ces prêts sont exigibles des emprunteurs aussitôt que le paiement est effectué au prêteur d'origine. Les taux d'intérêt sur ces prêts varient en vertu des taux des contrats d'emprunts d'origine et de la réglementation gouvernementale en vigueur. Une provision de 223 458 000 \$ (158 699 000 \$ en 2013) a été constatée pour ces prêts.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non auditées)
pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Note 10 – Immobilisations corporelles

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	COÛTS				ALIÉNATIONS ET RADIATIONS	SOLDE DE CLÔTURE
	SOLDE D'OUVERTURE	ACQUISITIONS	AJUSTEMENTS ⁽¹⁾			
Terrain	13 031 \$	- \$	9 \$	41 \$		12 999 \$
Bâtiments	620 979	78	19 327	12 618		627 766
Travaux et infrastructure	60 830	20	1 587	2 129		60 308
Machines et matériel	187 904	18 513	(512)	7 128		198 777
Véhicules	69 217	4 753	(124)	4 283		69 563
Améliorations locatives	24 139	-	3 057	-		27 196
Matériel et logiciels informatiques	41 462	244	-	112		41 594
Actifs en construction	34 840	25 469	(23 975)	370		35 964
	1 052 402 \$	49 077 \$	(631) \$	26 681 \$		1 074 167 \$

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	AMORTISSEMENT CUMULÉ				SOLDE DE CLÔTURE
	SOLDE D'OUVERTURE	AMORTISSEMENT	AJUSTEMENTS ⁽¹⁾	ALIÉNATIONS ET RADIATIONS	
Terrain	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
Bâtiments	429 101	18 179	6	7 410	439 876
Travaux et infrastructure	26 310	1 696	1 417	2 036	27 387
Machines et matériel	128 961	10 061	(239)	6 990	131 793
Véhicules	44 089	4 495	(81)	4 122	44 381
Améliorations locatives	17 902	983	-	-	18 885
Matériel et logiciels informatiques	30 638	6 732	-	113	37 257
Actifs en construction	-	-	-	-	-
	677 001 \$	42 146 \$	1 103 \$	20 671 \$	699 579 \$

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

VALEUR COMPTABLE NETTE

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	2014	2013
Terrain	12 999 \$	13 031 \$
Bâtiments	187 890	191 878
Travaux et infrastructure	32 921	34 520
Machines et matériel	66 984	58 943
Véhicules	25 182	25 128
Améliorations locatives	8 311	6 237
Matériel et logiciels informatique	4 337	10 824
Actifs en construction	35 964	34 840
	<u>374 588 \$</u>	<u>375 401 \$</u>

- (1) Les ajustements incluent les actifs en construction de 23 975 000 \$ qui ont été transférés à d'autres catégories à la suite de l'achèvement de l'actif.

Au cours de l'exercice 2014, le Ministère a reçu des machines et matériel des autres ministères dont la valeur comptable nette s'établit à 35 704 \$. Le Ministère a transféré des machines et matériel à un autre ministère pour une valeur comptable nette de 1 120 \$.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Note 11 – Situation financière nette ministérielle

Une partie de la situation financière nette du Ministère est réservée et affectée à des fins particulières. Les revenus et les charges connexes sont déclarés dans l'état consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle. Le Ministère assure le fonctionnement de deux programmes qui, en vertu de la législation, exigent que les revenus soient affectés aux charges du programme.

La Caisse de réassurance-récolte a été établie en vertu de la *Loi sur la protection du revenu agricole*. Ce programme assure les provinces participantes pour les frais encourus relativement à l'administration de divers régimes d'assurance-récolte. La caisse enregistre les recettes et déboursés suivant les dispositions des accords de réassurance. Lorsque les revenus sont inférieurs aux paiements effectués, le ministre des Finances peut autoriser des avances de fonds additionnels pour couvrir ces obligations.

Le Compte de stabilisation des produits agricoles a été établi en vertu de la *Loi sur la stabilisation des prix agricoles*, qui régissait les comptes de stabilisation et qui a été abrogée et remplacée par la *Loi sur la protection du revenu agricole* le 1^{er} avril 1991. Ces comptes avaient pour but de réduire les pertes de revenu des producteurs découlant des risques du marché en stabilisant les prix. Les primes étaient partagées également entre le gouvernement du Canada et les provinces participantes, ainsi que les producteurs participants. Les activités courantes sont limitées à la collection de comptes débiteurs.

Les soldes des comptes à la fin de l'exercice sont inclus dans l'état consolidé de la variation de la dette nette ministérielle. Voici les opérations portées aux comptes :

	2014	2013
Caisse de réassurance-récolte – Fonds réservés		
Solde, début de l'exercice	201 820 \$	123 433 \$
Revenus	80 562	80 403
Charges	(278)	(2 016)
Solde, fin de l'exercice	282 104	201 820
 Comptes de stabilisation des produits agricoles – Fonds réservés	 647	 647
 Fonds non réservés	 570	 33 789
 Situation financière nette ministérielle – fin de l'exercice	 283 321 \$	 236 256 \$

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Note 12 - Obligations Contractuelles

De par leur nature, les activités du Ministère peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le Ministère sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour mettre en œuvre ses programmes de paiements de transfert. Voici les principales obligations contractuelles non révocables pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2015	2016	2017	2018	2019 ET EXERCICES ULTÉRIEURS	TOTAL
PAIEMENTS DE TRANSFERT	321 080 \$	300 277 \$	272 745 \$	268 432 \$	53 200 \$	1 215 734 \$

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Note 13 – Éventualités

Les éléments d'éventualités surviennent dans le cours normal des activités et leur dénouement est inconnu. Ils sont regroupés en cinq catégories comme suit :

(a) Passif environnemental

Le ministère a identifié environ 15 sites (14 sites en 2012-2013) dont le ministère est tenu, ou probablement tenu, d'assainir pour lequel un passif d'assainissement de 1 513 644 \$ (856 349 \$ en 2012-2013) a été comptabilisé à titre de charges à payer. En outre, le ministère a divulgué un passif éventuel s'élevant à 0 \$ (2 724 647 \$ en 2012-2013 pour 38 sites) dont le ministère a établi qu'il n'était pas directement responsable, et dont il n'acceptait pas la responsabilité, toutefois, il demeure une incertitude relativement quant à la responsabilité du ministère. Les efforts déployés par le ministère pour évaluer les sites contaminés peuvent entraîner des passifs environnementaux supplémentaires ayant trait aux sites récemment établis ou aux modifications apportées aux évaluations des sites existants. Ces éléments de passif seront comptabilisés par le ministère durant l'exercice au cours duquel il est probable qu'ils se matérialiseront et qu'il sera possible d'en établir une estimation raisonnable.

(b) Réclamations et litiges

Des réclamations ont été faites auprès du Ministère dans le cours normal de ses activités. Certaines réclamations sont assorties d'un montant déterminé, et d'autres pas. Bien que le montant total de ces réclamations soit important, leur dénouement ne peut être déterminé. Le Ministère a également été cité dans d'autres réclamations contre le gouvernement du Canada, liées à l'industrie agricole, et pour lesquels les montants et la probabilité ne peuvent être déterminés. La divulgation limitée quant aux obligations éventuelles pour les réclamations légales reconnues par le Ministère est directement liées à la sensibilité et l'état d'avancement des réclamations en cours.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non auditées)
pour l'exercice terminé le 31 mars
(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

(c) Garanties de prêts ou de prix

	LIMITES AUTORISÉES	GARANTIES EN VIGUEUR		PROVISIONS AU 31 MARS	
		2014	2013	2014	2013
Prêts conformément au Programme de paiements anticipés en vertu de la Loi sur les programmes de commercialisation agricole	5 000 000 \$	1 445 084 \$	945 847 \$	53 967 \$	77 339 \$
Prêts aux fermiers en vertu de la Loi canadienne sur les prêts agricoles	3 000 000	105 130	99 363	1 051	994
Ententes de garantie de prix avec des organismes de commercialisation conformément au Programme de mise en commun des prix en vertu de la Loi sur les programmes de commercialisation agricole	Aucune limite	18 363	21 258	-	-
Programme national sur l'éthanol de la biomasse	140 000	24 960	24 960	-	-
		<u>1 593 537 \$</u>	<u>1 091 428 \$</u>	<u>55 018 \$</u>	<u>78 333 \$</u>

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Une provision pour pertes représente le montant enregistré pour la perte estimée sur les garanties d'emprunt en vigueur et est incluse dans les charges à payer. Aucune provision n'a été enregistrée pour le Programme de mise en commun des prix en vertu de la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole*, et pour le Programme national sur l'éthanol de la biomasse, car aucun coût n'est probable.

Dans le cadre du Programme de paiements anticipés en vertu de la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole*, le Ministère garantit le remboursement des avances consenties aux producteurs au printemps et à l'automne, par les associations de producteurs, créant ainsi un environnement d'affaires plus stable. Le montant d'avance maximale du programme est de 400 000 \$. Le délai de remboursement de ces prêts est généralement de 18 mois.

En vertu de la *Loi canadienne sur les prêts agricoles*, le ministère garantit les prêts accordés par des institutions financières aux fermiers pour l'amélioration et la mise en valeur des exploitations agricoles, la transformation, la distribution et la commercialisation des produits agricoles. Ce programme garantit 95 pour cent du montant prêté aux fermes et aux coopératives par les institutions financières. Pour les demandeurs individuels, y compris les corporations, le montant maximal d'un prêt accordé en vertu de la *Loi canadienne sur les prêts agricoles* est de 500 000 \$. Les prêts ont une échéance maximale de 15 ans.

Dans le cadre du Programme de mise en commun des prix en vertu de la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole*, le ministère fournit une garantie qui protège les agences de commercialisation et les producteurs contre un effondrement imprévu du prix du marché de leurs produits.

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire est autorisé à garantir les accords de ligne de crédit conclus par Financement agricole Canada en vertu du Programme national sur l'éthanol de la biomasse.

(d) Paiements de transfert – Contributions à remboursement conditionnel

Dans le cadre du Programme de réserve pour pertes sur prêts relatifs à l'abattage des ruminants, qui a pris fin en 2007, les contributions à remboursement conditionnel non remboursées totalisaient 6 762 785 \$ en 2014 (6 695 517 \$ en 2013). Les fonds versés et les intérêts accumulés sont remboursables dans un délai de 10 ans et au plus tard le 31 décembre 2017, moins les montants utilisés pour couvrir une partie des défauts de paiement des prêts.

Dans le cadre de l'Initiative pour un investissement écoagricole dans les biocarburants, les contributions à remboursement conditionnel non remboursées en 2014 se chiffrent à 57 729 023 \$ (58 855 012 \$ en 2013). Le remboursement dépend de la rentabilité du projet, et la période de remboursement maximale de 10 ans doit se terminer au plus tard le 31 mars 2023.

Dans le cadre du Programme d'amélioration de l'abattage, les contributions à remboursement conditionnel ont totalisé 45 258 933 \$ en 2014 (49 703 001 \$ en 2013). Le remboursement dépend de la rentabilité du projet, et la période de remboursement maximale est de 10 ans. Le paiement final est dû au plus tard le 1^{er} juin 2024.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Dans le cadre du Programme d'innovation en matière de traitement des résidus d'abattoirs, les contributions à remboursement conditionnel ont atteint 22 620 635 \$ (23 720 497 \$ en 2013). Le remboursement des contributions dépend entre autres choses de la rentabilité du projet. Il dépend aussi du fait que le projet démontre ou non la destruction ou la désactivation des matières à risque spécifiées et de la manière dont il le fait. La période de remboursement maximale est de 10 ans, et le paiement final est dû au plus tard le 31 mars 2024.

Les montants qui deviendront remboursables ne peuvent être estimés à l'heure actuelle. Les contributions sont assujetties à un taux d'intérêt déterminé soit par le coût du capital du prêteur, soit par le taux fixé pour les obligations de 90 jours du gouvernement du Canada, selon les ententes initiales conclues avec le prêteur.

(e) Recouvrement éventuel

Agri-stabilité et le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) sont des programmes à frais partagés entre les gouvernements fédéraux et provinciaux/territoriaux. L'initiative de transition du PCSRA pour l'évaluation des stocks est un programme financé par le fédéral. Lorsque les gouvernements provinciaux/territoriaux administrent ces programmes et que des paiements en trop sont constatés, le gouvernement fédéral est en droit de recouvrer sa part de frais partagés lorsque les paiements en trop sont recouvrés. Le Ministère a estimé le montant recouvrable éventuel à 8 466 458 \$ (10 725 834 \$ en 2013). Le recouvrement éventuel n'est pas enregistré dans les états financiers consolidés.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Note 14 - Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Ministère est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Ministère conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. En outre, au cours de l'exercice, le Ministère a reçu gratuitement des services communs d'autres ministères, comme il est indiqué ci-dessous.

(a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, le Ministère a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, installations, services juridiques et indemnisation des accidentés du travail. Ces services gratuits ont été constatés comme suit dans l'état consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	41 110 \$	43 653 \$
Installations	25 882	27 223
Services juridiques	1 135	1 369
Indemnisation des accidentés du travail	<u>1 352</u>	<u>1 229</u>
	<u>69 479 \$</u>	<u>73 474 \$</u>

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Les coûts de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, ne sont pas inclus dans l'état consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

(b) Autres transactions entre apparentés

	<u>2014</u>		<u>2013</u>
Charges – Autres ministères et organismes	146 906	\$	144 745 \$
Revenus – Autres ministères et organismes	15 210	\$	12 005 \$

Les charges et les revenus inscrits à la section (b) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits dans la section (a).

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Note 15 – Transfert à destination d'autres ministères

Le 3 avril 2013, SPC a reçu le mandat de fournir des services liés à l'acquisition et à la fourniture de matériel et de logiciels, notamment de logiciels de sécurité, pour les appareils technologiques en milieu de travail. Les dépenses reliées aux services en 2014 sont de 0 \$ (430 532 \$ en 2013).

De plus, les chiffres correspondants de 2013 ont été reclassés à l'état consolidé des résultats et de la situation financière nette ministérielle pour que soient présentés les revenus et les charges liés aux activités transférées. Le coût net des activités poursuivies a diminué de 430 532 \$.

Pendant la période de transition, le Ministère a continué d'administrer les activités transférées pour le compte de Services partagés Canada. Les revenus et charges administrées représentent 501 320 \$ pour l'exercice. Ces revenus et charges ne sont pas enregistrés dans ces états financiers.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Note 16 – Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur l'architecture d'alignement des programmes du Ministère. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables. Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés pour les principaux programmes, par principaux articles de dépense et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période:

* CHARGES	GRE	SI	SIA	DCM	MF	SGR	CTIE	DA	DRRC	ACPM	FER	CPAC	2014 TOTAL	2013 TOTAL
Paiements de transfert	1 204 880	\$ (364)	\$ 87 329	\$ 72 890	\$ 97 747	\$ 34 613	\$ -	\$ 43 705	\$ (57)	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 1 480 743	\$ 1 832 315
Salaires et avantages sociaux	20 005	158 985	169 711	49 382	17 536	34 041	51 596	9 613	2 268	3 858	7 554	1 970	583 519	619 214
Services professionnels et autres	8 637	48 368	29 681	9 876	1 055	3 955	3 115	1 869	85	3 416	2 144	428	112 629	118 211
Provision pour garantie d'emprunt et créances irrécouvrables	76 498	7 650	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	84 148	25 713
Fournitures et approvisionnements	57	11 449	25 970	334	6 083	3 075	1 153	9	-	82	328	50	48 590	50 326
Amortissement des immobilisations corporelles	-	41 729	-	-	-	-	-	-	-	417	-	-	42 146	43 478
Installations	2	36 159	9 854	89	24 921	2 900	1 103	(6)	(8)	525	158	37	75 734	40 569
Dépacements	193	1 989	4 363	2 370	323	662	490	61	90	64	168	179	10 952	12 250
Réparations et entretien	96	12 230	2 820	32	1 350	247	520	-	-	57	112	-	17 466	19 027
Électricité et autres services publics	-	1	12 543	1	451	2 125	1 512	-	-	8	72	-	16 713	15 446
Caisse de réassurance-récolte	278	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	278	2 016
Charges engagées pour le compte du gouvernement	-	(71)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(71)	(15)
TOTAL DES CHARGES	1 310 648	358 125	366 271	133 974	89 466	81 618	59 489	49 251	2 378	8 427	10 536	2 664	2 472 847	2 778 550
REVENUS														
Caisse de réassurance-récolte	80 562	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	80 562	80 403
Vente de biens et services	1 480	16 938	21 700	-	22 266	251	58	3	13	10 159	28	-	72 905	71 927
Intérêts	2 966	15 247	125	1	31	7	66	-	-	73	-	-	18 516	12 143
Projets conjoints et ententes de partage des coûts	-	6 246	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 246	5 535
Gain sur l'aliénation d'actifs	-	1 690	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 690	342
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(84 474)	(25 032)	(5 665)	(1)	(341)	(257)	(102)	(3)	(13)	-	(38)	-	(115 886)	(106 779)
Total des revenus	534	15 109	16 180	-	21 956	3	22	-	-	10 231	-	-	64 023	63 571
COÛT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	1 310 114	343 016	350 091	133 974	67 510	81 617	59 467	49 251	2 378	(1 804)	10 536	2 664	2 408 814	2 714 973

GRE – Gestion des risques de l'entreprise; SI – Services internes; SIA – Science, innovation et adoption; DCM – Développement du commerce et des marchés; MF – Mesures à la ferme; SGR – Systèmes de gestion des risques liés à la salubrité et à la biosécurité des aliments; CTIE – Connaissances, technologies, information et évaluation sur le plan environnemental; DA – Développement de l'agroentreprise; DRRC – Développement des régions rurales et développement des coopératives; ACPM – Agence canadienne du pari mutuel; FER – Facilitation de l'efficacité de la réglementation; CPAC – Conseil des produits agricoles du Canada.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux – en milliers de dollars)

Note 17 - Information comparative

Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Note au lecteur

Conformément à la Politique sur le contrôle interne du Conseil du Trésor, les ministères sont tenus de démontrer les mesures qu'ils prennent pour maintenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF).

Dans le cadre de cette politique, les ministères doivent évaluer annuellement leur système de CIRF, établir des plans d'action pour apporter les redressements qui s'imposent et joindre à leur *Déclaration de responsabilité de la direction* un sommaire des résultats de l'évaluation et du plan d'action.

Des systèmes efficaces de CIRF visent à obtenir des états financiers fiables et à donner l'assurance que :

- les opérations sont dûment autorisées;
- les registres financiers sont bien tenus;
- les actifs sont protégés contre les risques tels que le gaspillage, l'abus, les pertes, la fraude et la mauvaise gestion;
- les lois, les règlements et les politiques applicables sont respectés.

Le système de CIRF est conçu non pas pour éliminer tous les risques, mais plutôt pour les ramener à un niveau raisonnable au moyen de contrôles qui sont pondérés et proportionnels aux risques qu'ils visent à atténuer.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer raisonnablement les risques au moyen d'un processus continu visant à cerner les principaux risques, à évaluer l'efficacité des contrôles connexes et à apporter des correctifs, au besoin, ainsi qu'à assurer un suivi du système pour favoriser l'amélioration continue. En conséquence, la portée, le déroulement et l'état des évaluations que font les ministères de l'efficacité de leur système de CIRF varieront d'une organisation à une autre en fonction des risques et de leur situation particulière.

Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers du ministère d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour l'exercice 2013-2014 (non audité)

1. Introduction

Le présent document résume les mesures prises par Agriculture et Agroalimentaire Canada pour maintenir un système de CIRF efficace, et comprend notamment des renseignements sur la gestion du contrôle interne, les résultats d'évaluation et les plans d'action connexes.

1.1 Pouvoirs, mandat et activités de programme

Des renseignements détaillés sur les pouvoirs, le mandat et les activités de programme du Ministère se trouvent dans le Rapport ministériel sur le rendement 2013-2014 et le Rapport sur les plans et les priorités 2013-2014.

2. Système de contrôle interne en matière de rapports financiers d'Agriculture et Agroalimentaire Canada

Agriculture et Agroalimentaire Canada est conscient de l'importance de donner le ton pour s'assurer que les employés à tous les niveaux comprennent leurs rôles dans le maintien de systèmes efficaces de CIRF et sont à même d'exercer leurs responsabilités efficacement. La priorité d'Agriculture et Agroalimentaire Canada est de veiller à ce que les risques soient bien gérés, dans un environnement de contrôle souple et axé sur le risque qui favorise l'amélioration continue et l'innovation.

2.1 Gestion du contrôle interne

Agriculture et Agroalimentaire Canada est doté d'une structure de gouvernance et de reddition de comptes bien établie pour appuyer les efforts d'évaluation et de surveillance de son système de contrôle interne. Un cadre ministériel de gestion du contrôle interne, approuvé par l'administrateur général, est instauré et comprend :

- des structures de responsabilisation organisationnelle relativement à la gestion du contrôle interne en vue d'appuyer une saine gestion financière, y compris les rôles et les responsabilités des cadres supérieurs dans leurs secteurs de responsabilité pour la gestion du contrôle;
- les principes d'un système efficace de CIRF et l'approche d'évaluation du Ministère;
- les rapports internes périodiques sur les évaluations annuelles sous différentes formes, par exemple : la communication des résultats et recommandations aux administrateurs de processus, les présentations au Comité ministériel de vérification, les rapports spéciaux et les présentations à la haute direction.

Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers du ministère d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour l'exercice 2013-2014 (non audité)

Postes, rôles et responsabilités clés

Voici les postes et comités clés d'Agriculture et Agroalimentaire Canada chargés de maintenir et d'examiner l'efficacité du système de CIRF.

Administrateur général – L'administrateur général d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à titre d'agent comptable, assume la responsabilité et la direction globales pour les mesures prises en vue de maintenir un système de contrôle interne efficace. À ce titre, l'administrateur général est conseillé par le Comité ministériel de vérification et le Comité de gestion du ministère.

Dirigeant principal des finances (DPF) – Le DPF d'Agriculture et Agroalimentaire Canada relève directement de l'administrateur général et exerce le leadership nécessaire pour assurer la coordination et la cohérence et se concentrer sur la conception et le maintien d'un système de CIRF efficace et intégré, y compris son évaluation annuelle. Les responsabilités du DPF englobent également la gestion du Profil de risque d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Cadres supérieurs du Ministère – Les cadres supérieurs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada chargés de la prestation des programmes sont responsables du maintien et de l'examen de l'efficacité du système de CIRF qui relève de leur mandat.

Dirigeant principal de la vérification (DPV) – Le DPV d'Agriculture et Agroalimentaire Canada relève directement de l'administrateur général et fournit une assurance grâce à des vérifications internes périodiques qui sont essentielles au maintien de l'efficacité du système de CIRF.

Comité ministériel de vérification (CMV) – Le CMV est un comité consultatif qui émet des opinions objectives sur les cadres ministériels de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance. Ce comité, créé en 2008, est composé de quatre membres externes. Le CMV examine le Profil de risque d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et son système de contrôle interne, y compris les rapports de vérifications internes et externes ainsi que les évaluations et les plans d'action relatifs au système de CIRF.

Comité de gestion du Ministère (CGM) – À titre d'organisme décisionnel central d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le CGM examine, approuve et surveille le Profil de risque du Ministère et le système ministériel de contrôle interne, y compris le système de CIRF.

Comité de gestion horizontale (CGH) – Présidé par le sous-ministre délégué, le CGH oriente la gestion horizontale et surveille la gestion des ressources humaines, des finances et de l'information, ainsi que les systèmes, communications et actifs connexes afin d'aider le Ministère à répondre à ses besoins actuels et futurs.

Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers du ministère d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour l'exercice 2013-2014 (non auditée)

Comité de gestion des politiques et des programmes (CGPP) – Ce comité de sous-ministres est chargé d'orienter l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, de programmes et de services cohérents et complets et d'assurer le suivi des résultats.

2.1.1 Principales mesures appliquées par Agriculture et Agroalimentaire Canada

L'environnement de contrôle d'Agriculture et Agroalimentaire Canada comprend également une série de mesures visant à aider ses employés à gérer les risques, notamment une plus grande sensibilisation, des connaissances et des outils appropriés en plus du perfectionnement de leurs compétences. Les mesures les plus pertinentes sont:

- un bureau d'éthique ministériel et un code d'éthique qui renseigne et aide le personnel en matière d'éthique;
- des directives sur la sécurité liées au programme de sécurité global, y compris des éléments d'information et de sécurité du personnel;
- des directives s'adressant aux gestionnaires, aux superviseurs et aux employés concernant la divulgation interne des agissements répréhensibles ;
- des politiques ministérielles adaptées à l'environnement de contrôle du Ministère;
- un tableau des pouvoirs délégués mis à jour régulièrement;
- un programme de formation et des communications portant sur les principaux secteurs de la gestion financière ;
- des documents sur les principaux processus opérationnels et les risques et contrôles correspondants, qui facilitent la gestion et la supervision du système de CIRF.

Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers du ministère d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour l'exercice 2013-2014 (non auditée)

2.2 Ententes de services se rapportant aux états financiers

Agriculture et Agroalimentaire Canada compte sur d'autres organisations pour le traitement de certaines opérations consignées dans ses états financiers, notamment :

Ententes communes

- Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) assure l'administration centrale des paiements et des salaires et l'acquisition de biens et services, conformément à la délégation de pouvoirs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, et offre des services de gestion des locaux.
- Le Secrétariat du Conseil du Trésor fournit à Agriculture et Agroalimentaire Canada de l'information servant à calculer diverses charges à payer et indemnités, comme le passif lié aux indemnités de départ.
- Le ministère de la Justice fournit des services juridiques à Agriculture et Agroalimentaire Canada.
- Services partagés Canada (SPC) fournit des services d'infrastructure de technologie de l'information (TI) axés sur les centres de données et les réseaux. L'étendue des services et les responsabilités de chacun sont décrites dans l'entente entre Services partagés Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Ententes particulières

- Agriculture et Agroalimentaire Canada administre une version partagée du SAP utilisée par Agriculture et Agroalimentaire Canada, Ressources naturelles Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments.
- Agriculture et Agroalimentaire Canada fournit les services d'hébergement du SAP (comprenant la préparation de copies de sauvegarde du système et les mises à niveau du noyau SAP) à l'Agence canadienne de développement international, à Parcs Canada, à l'Agence spatiale canadienne et à Patrimoine canadien.
- Agriculture et Agroalimentaire Canada administre une version partagée de PeopleSoft, qu'utilisent le Ministère et ses partenaires du portefeuille (la Commission canadienne des grains et la Commission canadienne du lait), l'Agence canadienne d'inspection des aliments, Santé Canada, l'Agence de la santé publique du Canada, le ministère des Pêches et des Océans et Services partagés Canada.

Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers du ministère d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour l'exercice 2013-2014 (non audité)

3. Résultats d'évaluation d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour l'exercice 2013-2014

Agriculture et Agroalimentaire Canada a conçu l'architecture de base de tous les points de contrôle clés des processus opérationnels et des principaux systèmes de TI fondés sur le processus opérationnel commun en gestion financière du Bureau du contrôleur général et évalués en fonction de ce dernier. Le Ministère a adopté une stratégie de surveillance permanente axée sur le risque dans le but d'appuyer la mise à l'essai du système de CIRF. Selon cette stratégie, tous les contrôles des cycles administratifs, les contrôles généraux de la technologie de l'information et les contrôles au niveau des entités se voient attribuer une cote de risque (élevé, modéré ou faible). Les domaines à risque élevé sont évalués chaque année, ceux à risque modéré, au moins tous les deux ans, et ceux à risque faible, au moins tous les trois ans.

En effectuant une surveillance continue de ses principaux contrôles, Agriculture et Agroalimentaire Canada a d'abord confirmé qu'il n'y avait pas de changements notables qui influaient sur le système ministériel du CIRF et exigeaient une modification au calendrier de surveillance continue pour l'exercice 2013-2014. Puisqu'aucun changement n'était nécessaire, le Ministère a validé et testé les contrôles documentés pour les domaines clés décrits à la section 3.2.

3.1 Programme de surveillance continue

Suivant le calendrier de surveillance continue qui figure à l'annexe du Ministère pour 2012-2013, Agriculture et Agroalimentaire Canada a, au cours de 2013-2014, validé et mis à l'essai les contrôles internes dans les domaines suivants :

- **Contrôles des cycles administratifs**
 - Clôture de l'exercice et rapports
 - Établissement de budgets et prévisions
 - Agri-stabilité
 - Agri-Investissement
 - Agri-protection
 - Subventions et contributions génériques
 - Revenus
- **Contrôles généraux de la technologie de l'information (CGTI)**
 - Sécurité
 - Gestion du changement

L'essai des CGTI comprenaient également le processus et les contrôles du SAP effectués par le Ministère en tant qu'administrateur et fournisseur de services dans le cadre des ententes de service avec d'autres ministères.

La période d'essai de ces contrôles s'est échelonnée du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013.

Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers du ministère d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour l'exercice 2013-2014 (non audité)

En outre, Agriculture et Agroalimentaire Canada a décrit et évalué l'efficacité conceptuelle et opérationnelle des contrôles internes de Peoplesoft qui se rapportent au rôle d'administrateur et de fournisseur de services du Ministère dans le cadre des ententes de service avec d'autres ministères. Cette évaluation approfondit les évaluations et les essais effectués auparavant sur le système Peoplesoft en tenant aussi compte des contrôles généraux de la technologie de l'information dans les domaines ci-dessous, liés à l'administration globale du système Peoplesoft :

- **Contrôles généraux de la technologie de l'information**
 - Opérations
 - Sécurité
 - Gestion du changement

Agriculture et Agroalimentaire Canada a mis à l'essai l'efficacité opérationnelle de tous les contrôles internes relatifs aux domaines choisis pour être évalués en 2013-2014, conformément au programme du CIRF ministériel. Durant les essais, on a constaté que le Ministère disposait de plusieurs bons contrôles clés qui fonctionnaient bien. Le Ministère continue de donner suite aux recommandations d'amélioration qui avaient été signalées en 2012-2013 quand il faut plus de temps pour appliquer les mesures correctives requises. Voici les domaines à améliorer selon l'évaluation 2013-2014 incluant l'évaluation des fournisseurs de services SAP et Peoplesoft :

- **Contrôles des cycles administratifs**
 - mettre en œuvre un processus officiel de suivi des inscriptions aux registres;
 - pour certains processus opérationnels, faire en sorte que l'accès individuel des utilisateurs au SAP soit établi en fonction des exigences du poste;
 - continuer de travailler avec différentes entités à l'extérieur du Ministère, comme l'Agence du revenu du Canada et les provinces, pour garantir l'exactitude des données à l'appui des calculs;
 - mettre en œuvre un processus de surveillance des dates de facturation des contrats;
 - veiller à ce que des documents appropriés soient conservés comme preuve de réalisation dans le cas de certaines activités de contrôle;
 - dans quelques sous-processus, améliorer la documentation du Ministère en ce qui concerne les examens et les approbations officiels de certains éléments clés afin de s'assurer que ces examens sont dûment consignés.
- **Contrôles généraux de la technologie de l'information**
 - Poursuivre l'examen des privilèges d'accès au système pour faire en sorte que l'accès soit suffisamment restreint, et les tâches relatives à l'élaboration des systèmes et à la production, bien séparées;
 - Améliorer la documentation et le processus d'approbation en vue d'accorder un accès logique à certains systèmes de TI.

Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers du ministère d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour l'exercice 2013-2014 (non audité)

Lorsqu'il était possible de la faire, des mesures correctives précises ont été mises en œuvre peu de temps après que les ajustements à apporter ont été cernés. Sinon, des plans d'action en matière de gestion ont été élaborés ou sont en cours d'élaboration en vue de remédier pleinement, dans un délai raisonnable, aux faiblesses de contrôle. On fera un suivi des mesures correctives en 2014-2015 pour s'assurer qu'elles sont mises en œuvre comme prévu.

Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers du ministère d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour l'exercice 2013-2014 (non auditée)

4. Plan d'action d'Agriculture et Agroalimentaire Canada

4.1 Progrès réalisés en 2013-2014

Le Ministère a tenu ses engagements de 2013-2014 présentés dans le plan d'action 2012-2013 en terminant les activités suivantes :

- **Achevé.** Selon la stratégie de surveillance continue du Ministère, évaluation des points suivants : clôture de l'exercice et rapports, établissement de budgets et prévisions, sécurité TI, gestion du changement TI, Agri-stabilité, Agri-Investissement, Agri-protection, subventions et contributions génériques, revenus.
- **Achevé.** Le Ministère a fini de rédiger les documents et de mettre à l'essai les contrôles internes relatifs à l'administration de Peoplesoft et des services connexes fournis à d'autres ministères.
- **Achevé en grande partie.** Le Ministère a fait de grands progrès pour tenir compte de la plupart des secteurs à améliorer relevés durant les évaluations précédentes.

4.2 Plan d'action pour le prochain exercice et les exercices à venir

Conformément à la *Politique sur le contrôle interne*, les ministères doivent être en mesure de maintenir l'efficacité du système de CIRF en vue de fournir l'assurance raisonnable que : a) les opérations sont dûment autorisées; b) les dossiers financiers sont adéquatement tenus; c) les actifs sont protégés; d) les lois, les règlements et les politiques applicables sont respectés.

Agriculture et Agroalimentaire Canada pourra prendre des mesures correctives en 2014-2015 afin d'améliorer les contrôles dans les domaines mis en évidence durant les essais de la présente année. Le Ministère entreprendra également une surveillance continue axée sur le risque des éléments clés du CIRF en se fondant sur le cycle suivant :

Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers du ministère d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour l'exercice 2013-2014 (non audité)

Principaux secteurs de contrôle		Année 1 2014/15	Année 2 2015/16	Année 3 2016/17
Risque élevé (tous les ans)	Clôture de l'exercice et rapports	X	X	X
	Établissement de budgets et prévisions	X	X	X
	Nouveaux programmes de paiements de transfert	X	X	X
	TI – Sécurité	X	X	X
	TI – Gestion du changement	X	X	X
Risque modéré (cycle de deux ans)	Agri-Stabilité		X	
	Agri-Investissement		X	
	Agri-protection		X	
	Subventions et contributions génériques		X	
	Immobilisations	X		X
	Garanties de prêt	X		X
	TI – Activités	X		X
Risque faible (cycle de trois ans)	Dépenses de fonctionnement		X	
	Rémunération	X		
	Revenus			X
	TI – Sauvegarde		X	
	Contrôles au niveau de l'entité	X		